DIAL 3394

NICARAGUA - Pour une véritable autonomie de la population d'ascendance africaine

Carmen Herrera

jeudi 15 décembre 2016, mis en ligne par Dial

Les deux premiers articles de ce numéro de décembre sont consacrés au Nicaragua. Le premier revient sur les élections du 6 novembre 2016. Le second, ci-dessous, évoque une dimension mal connue de l'histoire et la géographie du Nicaragua qu'on se représente en général avant tout comme un pays hispanophone, dont la langue est un héritage de la colonisation espagnole. Article publié par Noticias Aliadas le 11 août 2016.

Créoles, garifunas [1] et Indiens de la côte caraïbe réclament le respect de leurs territoire, langues et coutumes.

« Pour moi, le processus d'autonomie de la côte caraïbe au Nicaragua n'a jamais dépassé le stade du fantasme pour les populations de la région. En théorie, ce processus devait permettre, entre autres choses, une plus grande et meilleure planification de programmes et de projets dont les communautés ethniques seraient les conceptricess et bénéficiaires : droit et pouvoir d'administrer des ressources [financières et naturelles] ; autonomie et diligence dans l'administration du budget assigné aux régions autonomes ; pouvoir de proposer des lois et des réformes de celles-ci devant l'Assemblée nationale ; une plus grande indépendance dans l'administration publique ; la possibilité d'une vision de région. Mais rien de cela n'a été possible. Cela a été tout le contraire », a expliqué à Noticias Aliadas Shakira Simmons, activiste noire féministe.

Parler au Nicaragua de la population noire pour un pays à majorité hispanophone, métis et catholique, oblige à se souvenir que sur la côte caraïbe, sur plus de la moitié de son territoire, d'autres populations existent qui, à côté des descendants africains, furent colonisées par les Anglais et non par les Espagnols, comme c'est le cas du Pacifique, et que ce futen outre un territoire annexé par le gouvernement libéral du président José Santos Zelaya (1893-1909) en 1894 lors d'un processus appelé « réincorporation de la Mosquitia », sans prendre en compte les diversités culturelles, économiques et linguistiques de ces populations, auxquelles il imposa le castillan comme langue officielle et une structure de gouvernement basée sur le schéma occidental laissé par la colonie espagnole, et dont il s'empara de ressources pour qu'elles soient administrées par l'État national.

De même, on ne peut faire référence à la population noire ou créole, comme on l'identifie aussi, sans la distinguer des Indiens mayagnas, des Miskitos, des Garífunas, des Rama et des métis de la côte, avec lesquels ils partagent non seulement une histoire, mais aussi une identité « côtière », malgré les différences énormes qui séparent les uns des autres. Ils ne parlent pas la même langue, leurs expressions culturelles et leur organisation sociale sont différentes, mais ce qu'ils ont effectivement en commun, c'est une force en tant que populations pour affronter les impératifs systématiques de l'État métis du Pacifique et ses pratiques racistes, lourdes de préjugés, fruit de la méconnaissance et du manque d'information produits par l'éducation uniforme imposée par les différents gouvernements depuis sa « réincorporation »

à la fin du XIX^{e} siècle, situation qui les a conduits dans les années 80 à lutter pour l'approbation de la Loi 28, le Statut d'autonomie des régions de la côte atlantique du Nicaragua.

Depuis la « réincorporation de la Mosquitia » jusqu'à aujourd'hui, celle-ci s'est bien peu « réincorporée », selon l'opinion concordante des habitants de la côte caraïbe, dont l'extension territoriale est de 60 366 km